



**Recrutement d'un.e stagiaire en science sociale
(sociologie, sciences politiques, économie, géographie)**

**Encadrer le développement des EnR en Guadeloupe : de la planification
territoriale à l'évaluation des projets**

Dans le cadre du projet de recherche INTEERface¹, l'UMR ARTDEV recrute un.e stagiaire de M2 en sciences sociales, pour une durée de 6 mois, qui sera chargé.e d'analyser les mécanismes de régulation du développement des énergies renouvelables (EnR) : photovoltaïque, éolien, biomasse, géothermie.

Le Grenelle de l'environnement (2009) puis la loi de transition énergétique pour la croissance verte (2015) ont fixé des objectifs ambitieux dans les Outre-mer en général et en Guadeloupe en particulier à savoir atteindre l'autonomie énergétique à partir de sources renouvelables en 2030. A cette fin, la région Guadeloupe s'est dotée d'une programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en 2017 laquelle fixe des objectifs précis en matière de réduction de la consommation énergétique de l'île par secteur (transport, bâtiment, etc.) et de développement des EnR par filière (PPE 2016). Parallèlement, des dispositifs de soutien financier au développement des EnR ont été mis en place, à commencer par les tarifs d'achat garantie qui permettent aux producteurs d'EnR de bénéficier d'un prix d'achat de l'électricité fixe et élevé sur des périodes allant de 10 à 15 ans.

Au cours des dernières années, la production d'EnR en Guadeloupe a augmenté pour atteindre près de 50% du mix énergétique en 2021. Mais cet essor rapide ne va pas sans susciter des controverses et des oppositions en ce qui concerne en particulier la répartition économique et sociale de la rente publique autour des EnR ou bien la consommation foncière et les conflits d'usage, notamment entre EnR et agriculture, induits par les projets éoliens et photovoltaïques.

Les pouvoirs publics, au niveau régional et national, se sont alors emparés de ces problématiques et ont mis en place un arsenal réglementaire et normatif pour encadrer le développement des EnR et limiter leurs effets négatifs :

- Une commission régionale PV-éolien est chargée d'évaluer la pertinence des projets d'EnR au regard des enjeux économiques, énergétiques et sociaux de l'île ;
- La Commission de régulation de l'énergie (CRE) octroie les tarifs d'achat garantie aux producteurs d'électricité ;
- La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestier (CDPNAF) évalue ces mêmes projets au prisme de leur implantation foncière.

¹ Sur le financement de la transition écologique dans les régions Occitanie et Guadeloupe.

L'objectif du stage sera donc d'étudier ces différentes « strates » de régulation et d'encadrement du développement des EnR en Guadeloupe et de comprendre si et comment elles permettent effectivement d'atteindre l'objectif de l'autonomie énergétique en 2030.

Dans ce cadre, le/la stagiaire poursuivra deux missions complémentaires :

- Une analyse approfondie des documents de planification territoriale en matière de développement des EnR (Politique pluriannuelle de l'énergie, Schéma de raccordement au réseau des énergies renouvelables). Il s'agit de revenir sur les conditions, sociales et politiques, de production de ces documents : Qui a participé à leur élaboration ? Quels ont été les points de divergence et les arbitrages réalisés ? Pour cela, le/la stagiaire réalisera des entretiens avec les acteurs concernés (chargés de mission au conseil régional, élus, consultants, énergéticiens, etc.)
- Une analyse de la gouvernance territoriale des projets d'EnR. Le/la stagiaire étudiera les différentes phases de contrôle réglementaire, d'évaluation et de suivi des projets : accès au foncier, obtention du tarif d'achat garantie, demande de raccordement au réseau électrique, permis de construire, etc. Il s'agira d'identifier les facteurs économiques et sociaux de réussite ou d'échec d'une part, l'articulation et/ou les contradictions entre ces différentes strates de régulation.

Le/la stagiaire sera accueilli.e à l'université des Antilles (Pointe à Pitre), avec deux courtes sessions de travail/restitution au CIRAD à Montpellier au début et à la fin du stage. Il/elle sera encadré.e par Antoine Ducastel (chercheur en sociologie, CIRAD) & Yves Montouroy (MCF Science politique - Université des Antilles-Pôle Guadeloupe, LC2S UMR 8053).

Compétences souhaitées : méthode d'enquête en sciences sociales, intérêt pour les enjeux liés à la transition écologique et énergétique, capacités organisationnelles et d'animation

Rémunération forfaitaire : 555/mois, A/R hexagone/Guadeloupe, déplacement et missions sur place pris en charge

Début du stage : janvier/février 2022 – pour une durée de 6 mois

Candidature : Envoyer un CV et une lettre de motivation à antoine.ducastel@cirad.fr et Yves.Montouroy@univ-antilles.fr avant le 15 novembre 2021.